

# LA VALEUR DE L'EAU

## Résumé



● ● ●  
*Ce que recouvre  
précisément  
le terme de  
« valeur »  
aux yeux des  
différents groupes  
d'utilisateurs et de  
parties prenantes  
fait l'objet d'avis  
et de points de vue  
divergents*

## Perspectives, défis et opportunités

L'état actuel des ressources en eau montre la nécessité d'améliorer la gestion de ces ressources. En effet, si l'on veut parvenir à une gestion durable et équitable des ressources en eau et atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, il est essentiel de reconnaître, de mesurer et d'exprimer la valeur de l'eau ainsi que d'en tenir compte dans les prises de décisions.

Contrôler la manière dont est établie la valeur de l'eau, c'est aussi contrôler son utilisation. En matière de gouvernance des ressources en eau, le pouvoir et l'équité reposent essentiellement sur les valeurs que l'on attribue à l'eau. Ne pas attribuer assez de valeur à l'eau dans tous ses emplois constitue une cause majeure, voire un symptôme, de la négligence politique vis-à-vis de l'eau et de la mauvaise gestion de celle-ci. Ainsi, il arrive très souvent que la valeur de l'eau, ou l'ensemble complet de ses multiples valeurs, ne soient pas pleinement pris en compte dans les processus décisionnels.

Bien que le mot « valeur » et le processus d'« évaluation » soient clairement définis, ce que recouvre précisément le terme de « valeur » aux yeux des différents groupes d'utilisateurs et de parties prenantes fait l'objet d'avis et de points de vue divergents. En outre, il existe différentes méthodes pour calculer la valeur et différents critères de mesure pour l'exprimer.

La manière d'évaluer la valeur de l'eau varie non seulement d'un groupe de parties prenantes à l'autre, mais aussi au sein de chacun d'entre eux. Or, ces différences de points de vue sur la valeur de l'eau et sur les meilleures façons de la calculer et de l'exprimer, ajoutées au manque de connaissances sur la ressource elle-même, font qu'il est difficile de parvenir rapidement à des améliorations dans ce domaine. En effet, toute tentative d'établir une comparaison quantitative entre la valeur de l'eau à usage domestique, le droit fondamental à l'eau, les croyances coutumières ou religieuses liées à l'eau et la valeur du maintien des cours d'eau pour préserver la biodiversité serait vaine. Rien de tout cela ne doit être sacrifié au profit de la mise en place de méthodes d'évaluation cohérentes.

Souvent utilisée pour orienter les décisions politiques, la comptabilité économique classique tend à estimer la valeur de l'eau de la même manière que la plupart des autres biens — c'est-à-dire, en se basant sur le prix ou les coûts de l'eau lors de transactions économiques. Cependant, dans le cas précis de l'eau, il n'existe aucune relation claire entre son prix et sa valeur. Lorsque l'eau fait l'objet d'une tarification, c'est-à-dire lorsque son utilisation est facturée aux usagers, son prix est destiné à un recouvrement des coûts et ne reflète pas la valeur fournie. Pourtant, en ce qui concerne l'évaluation, l'économie reste une science pertinente, puissante et influente, même si son application doit encore être élargie.

Il faut néanmoins concilier les différentes valeurs de l'eau ainsi que trouver des compromis entre elles afin de les intégrer dans des processus de planification et de décision systématiques et inclusifs. La voie à suivre consistera donc à poursuivre, si possible, la mise au point d'approches communes en matière d'évaluation de la valeur, mais aussi à privilégier des approches améliorées permettant de comparer, de confronter et d'associer différentes valeurs, et à intégrer des conclusions justes et équitables au sein de meilleurs politiques et programmes.

Le présent rapport recense les méthodes et les approches actuellement appliquées aux fins de l'évaluation de la valeur de l'eau suivant cinq axes interdépendants : l'évaluation de la valeur des **sources d'eau**, des ressources en eau et des écosystèmes *in situ* ; l'évaluation de la valeur des **infrastructures** de stockage, de distribution, de réutilisation ou d'augmentation de l'approvisionnement en eau ; l'évaluation de la valeur des **services d'eau** (approvisionnement en eau potable, assainissement et aspects sanitaires afférents) ; l'évaluation de la valeur de **l'eau en tant qu'agent de la production et de l'activité socio-économique**, notamment dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture, de l'énergie et de l'industrie, du commerce et de l'emploi ; les autres **valeurs socio-culturelles de l'eau**, notamment ses attributs récréatifs, culturels et spirituels. Sont également présentées les expériences de différentes régions du monde, les occasions de concilier les multiples valeurs de l'eau grâce à des approches plus intégrées et holistiques de la gouvernance, et des mécanismes de financement, ainsi que les possibilités d'améliorer les connaissances, la recherche et les capacités.

● ● ●  
*Les services écosystémiques qui contribuent à soutenir la résilience ou à réduire les risques ont une valeur considérable*

## Évaluer la valeur de l'environnement

Toute eau prend sa source dans l'environnement et toute eau prélevée par l'être humain finit irrémédiablement par y retourner, chargée de toutes les impuretés qui s'y retrouvent. Grâce à ce que l'on appelle désormais les « solutions fondées sur la nature », l'interface entre l'eau et l'environnement peut être gérée de façon dynamique afin de relever les défis relatifs à l'eau.

Toutefois, le statut actuel des interactions entre l'eau et l'environnement, ainsi que les évolutions qui se dessinent dans ce domaine, montrent clairement la nécessité de mieux tenir compte de la valeur de l'environnement dans la gestion des ressources en eau.

Actuellement, la plupart des études ne considèrent pas les services écosystémiques liés à l'eau comme une catégorie distincte ou séparée, et il faut souvent combiner des groupes ou des ensembles de services à partir des résultats sous-jacents afin d'obtenir des analyses et des conclusions pertinentes concernant l'eau.

Les services écosystémiques qui contribuent à soutenir la résilience ou à réduire les risques ont une valeur considérable. En effet, on constate que de nombreux risques de catastrophe sont exacerbés par la perte de services écosystémiques importants, étant donné que ces services jouaient un rôle essentiel dans la prévention des catastrophes. Bien qu'il soit possible de calculer les valeurs de ces services, celles-ci ne sont souvent pas reconnues ou incluses de manière appropriée dans la planification économique, qui tend à favoriser les gains à court terme au détriment de la viabilité à long terme.

L'expression de la valeur des services écosystémiques en termes monétaires permet de comparer plus facilement ces valeurs à d'autres estimations économiques qui, souvent, utilisent des unités monétaires. Cependant, l'environnement peut aussi revêtir des valeurs importantes qui ne peuvent, ou ne doivent pas, être limitées ou définies en termes monétaires.

Ainsi, l'existence de différents systèmes de valeurs laisse supposer qu'il serait problématique de mettre au point un système unifié permettant d'évaluer et de mesurer la valeur de l'eau et/ou de l'environnement. En revanche, il est possible d'élaborer une approche commune permettant de comparer, de confronter et d'utiliser des valeurs ou des systèmes de valeurs environnementaux différents.

## Évaluer la valeur des infrastructures hydrauliques

La valeur de l'eau pour la société dépend de l'infrastructure hydraulique, qui permet de stocker l'eau ou de la déplacer, apportant ainsi des avantages socio-économiques considérables. Ainsi, les pays qui ne disposent pas d'infrastructures suffisantes pour gérer l'eau connaissent un développement socio-économique restreint. Si un renforcement des infrastructures est certes indispensable, l'expérience passée montre que l'évaluation de la valeur des infrastructures hydrauliques présente de sérieuses lacunes.

En dépit des larges sommes d'argent investies dans les infrastructures hydrauliques, l'évaluation des coûts et des avantages n'est ni suffisamment développée, ni suffisamment standardisée ou largement appliquée. Par conséquent, les biens sociétaux fournis ne sont souvent pas quantifiés, les bénéfices sont souvent exagérés, les coûts (en particulier les coûts externes) ne sont pas correctement comptabilisés, les options ne sont souvent pas correctement évaluées et comparées, et les données hydrologiques sont souvent réduites et obsolètes.

En outre, l'évaluation de la valeur de l'infrastructure hydraulique soulève des difficultés conceptuelles et méthodologiques, notamment en ce qui concerne l'utilisation respectueuse des ressources, les valeurs indirectes et les valeurs de non-usage. La plupart des méthodes d'évaluation de la valeur des infrastructures hydrauliques privilégient une approche coûts-avantages, mais les avantages ont tendance à être surestimés et les coûts sous-estimés, en particulier parce qu'ils ne sont pas tous inclus.



**Bien souvent, le rôle de l'eau dans les foyers, les écoles, les lieux de travail et les établissements de soins de santé est négligé ou se voit attribuer une valeur comparable à celle d'autres services**

L'une des questions les plus fondamentales qui se posent dans le cadre de cette évaluation de valeur est de savoir « une valeur pour qui ». En effet, les évaluations de valeur se concentrent surtout sur les bénéficiaires cibles alors que pour d'autres parties prenantes, les bénéfices peuvent être moindres ou devenir des effets négatifs. De nombreuses approches présentent un défaut majeur : elles se concentrent principalement sur les coûts financiers (flux de trésorerie, frais d'établissement et dépenses de fonctionnement) et sur les rendements financiers. En procédant de la sorte, elles omettent souvent les coûts indirects, en particulier les coûts sociaux et environnementaux, qui sont considérés comme des externalités.

Aux fins de l'évaluation, il est essentiel d'examiner si les dépenses d'investissement importantes ainsi que les coûts d'exploitation et de maintenance (E&M) sont inclus dans l'évaluation des utilisations finales. À l'heure actuelle, la facturation de l'ensemble des coûts relatifs aux services de l'eau constitue l'exception plutôt que la règle. Dans de nombreux pays, seuls les coûts d'exploitation sont recouverts en partie ou en totalité alors que les dépenses d'investissement sont couvertes par les fonds publics.

L'évaluation de la valeur ne présente un intérêt que si le processus de décision concerné se fonde sur une juste estimation des valeurs. Trop de projets, en particulier ceux d'infrastructures hydrauliques de grande envergure telles que les barrages, demeurent des projets de prestige, réalisés pour des motifs politiques et/ou alimentés par la corruption. Dans de telles circonstances, les valeurs, à supposer qu'elles soient évaluées, pâtissent d'un manque de transparence et d'une certaine sélectivité, quand elles ne sont pas tout simplement manipulées ou ignorées. Aucune directive sur l'évaluation ne pourra résoudre ce problème. Au bout du compte, l'évaluation de la valeur de l'infrastructure hydraulique repose sur la bonne gouvernance – tout au moins, la volonté de bien gouverner doit exister pour que de réelles évaluations puissent jouer leur rôle.

## **Évaluer la valeur des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH)**

Bien souvent, le rôle de l'eau dans les foyers, les écoles, les lieux de travail et les établissements de soins de santé est négligé ou se voit attribuer une valeur comparable à celle d'autres services. L'eau répond à un besoin humain fondamental : elle est nécessaire à l'hydratation comme à l'assainissement et l'hygiène, et elle est indispensable à la préservation de la vie et de la santé des êtres humains. L'accès à l'eau et à l'assainissement constitue un droit fondamental de la personne. De ce fait, élargir l'accès aux services WASH permet non seulement d'améliorer les possibilités d'éducation et la productivité de la main-d'œuvre mais aussi de contribuer à une vie digne et juste. Les services WASH apportent également une valeur ajoutée indirecte sous la forme d'un environnement plus sain.

On estime que, pour la période 2016-2030, fournir un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement (objectifs 6.1 et 6.2 des ODD) dans 140 pays à revenu faible et intermédiaire coûtera environ 1 700 milliards de dollars EU, soit 114 milliards de dollars par an. Il a également été montré que le rapport avantage-coût de ces investissements fournira un rendement positif dans la plupart des régions. Les retours sur investissement en ce qui concerne l'hygiène sont encore plus élevés, car ils peuvent, dans de nombreux cas, améliorer considérablement les conditions sanitaires sans nécessiter d'infrastructures coûteuses supplémentaires.

En 2020, la pandémie de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a frappé de plein fouet les personnes les plus vulnérables dans le monde, dont beaucoup vivent dans des établissements informels et des bidonvilles urbains. Afin de prévenir la transmission de la COVID-19, une bonne hygiène des mains est indispensable. Or, dans le monde, plus de trois milliards de personnes et deux établissements de santé sur cinq ne disposent pas d'installations pour se laver les mains.

L'accès aux services WASH étant essentiel à la vie et à la santé publique, les services WASH sont considérés, dans de nombreux pays, comme tombant sous l'autorité des gouvernements et font donc souvent l'objet de subventions, même dans les pays à revenu élevé.

Toutefois, les subventions ne garantissent pas nécessairement l'accès des plus pauvres aux services de base. Ainsi, on observe que les subventions, dans le domaine de l'eau, peuvent bénéficier à des personnes qui sont déjà raccordées à des réseaux d'égouts ou d'approvisionnement en eau – des personnes qui, pour la plupart, ne sont pas pauvres. Par conséquent, les pauvres ne sont pas bénéficiaires des subventions et les fournisseurs d'eau et d'assainissement perdent les recettes tarifaires qu'ils auraient pu percevoir auprès des ménages plus riches. La valeur est alors perdue en termes de revenus pour les fournisseurs, tandis que les impacts négatifs résultant du manque d'accès aux services WASH, tels que l'absentéisme scolaire et professionnel, restent inchangés.

Il importe donc de considérer l'accessibilité financière du point de vue des groupes défavorisés, en fonction de leurs revenus, de leur situation géographique et des défis socio-économiques auxquels ils sont confrontés.

## Évaluer la valeur de l'eau pour l'alimentation et l'agriculture

L'agriculture emploie la majeure partie (69 %) des ressources mondiales en eau douce. Toutefois, l'utilisation de l'eau aux fins de la production alimentaire est remise en question au fur et à mesure que la concurrence intersectorielle pour l'eau s'intensifie et que la pénurie d'eau s'accroît. Il faut également noter que dans de nombreuses régions du monde, l'eau destinée à la production alimentaire est utilisée de manière inefficace. Cette situation entraîne une dégradation majeure de l'environnement, notamment l'épuisement des nappes aquifères, la réduction du débit des rivières, la dégradation des habitats de la faune et la pollution.

De manière générale, la valeur attribuée à l'eau dans le cadre de la production alimentaire reste peu élevée par rapport à d'autres usages. Lorsque l'eau est utilisée pour l'irrigation des céréales alimentaires et du fourrage, sa valeur est généralement très faible (souvent inférieure à 0,05 dollar EU/m<sup>3</sup>) alors qu'elle peut atteindre un niveau relativement élevé (équivalent aux valeurs attribuées à l'eau dans le cadre des usages domestiques et industriels) pour les cultures à forte valeur, comme les légumes, les fruits et les fleurs.

Les estimations de la valeur de l'eau dans le cadre de la production alimentaire se basent essentiellement sur l'utilisation de l'eau quand elle apporte directement des bénéfices économiques (c'est-à-dire sa valeur pour les utilisateurs), alors que de nombreux autres avantages directs et indirects, qui peuvent être de nature économique, socioculturelle ou environnementale, ne sont pas pris en compte ou ne sont que partiellement quantifiés. Améliorer la nutrition, permettre l'adaptation aux changements des modes de consommation, la création d'emplois et la résilience des moyens de subsistance, en particulier pour les petits exploitants agricoles, contribuer à la réduction de la pauvreté et à la revitalisation des économies rurales, ainsi qu'aider l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces derniers figurent parmi ces avantages. Bien que la sécurité alimentaire que procure l'eau présente une valeur élevée, elle est rarement mesurée. Il s'agit souvent d'un impératif politique, quelles que soient les autres valeurs.

Les multiples valeurs de l'eau pour la production alimentaire pourraient être maximisées grâce à la mise en œuvre de différentes stratégies de gestion, notamment améliorer la gestion de l'eau dans les zones d'agriculture pluviales, assurer une transition vers une intensification durable, permettre l'approvisionnement en eau pour l'agriculture irriguée, en particulier à partir de sources naturelles et non conventionnelles, améliorer l'efficacité de l'utilisation de l'eau, réduire la demande alimentaire et l'utilisation de l'eau qui en découle, ainsi que renforcer les connaissances et la compréhension de l'utilisation de l'eau dans la production alimentaire.

Améliorer la sécurité de l'eau pour la production alimentaire, tant dans les systèmes d'agriculture pluviale que dans les systèmes d'irrigation, permet également de réduire la pauvreté et d'éliminer les inégalités entre les femmes et les hommes, de manière directe et indirecte. Cette amélioration se traduit directement par des rendements plus élevés, une réduction du risque de mauvaises récoltes ainsi qu'une plus grande diversité des cultures ; des salaires plus élevés grâce à de meilleures possibilités d'emploi ; une stabilité de la production alimentaire et des prix qui y sont associés au niveau local. Indirectement, elle contribue à la multiplication des revenus et des emplois au-delà

● ● ●  
*Améliorer la sécurité de l'eau pour la production alimentaire, tant dans les systèmes d'agriculture pluviale que dans les systèmes d'irrigation, permet également de réduire la pauvreté et d'éliminer les inégalités entre les femmes et les hommes, de manière directe et indirecte*

du secteur agricole ainsi qu'à la réduction des migrations. Par ailleurs, la hausse et la stabilité des revenus peuvent améliorer le niveau d'éducation des femmes et renforcer leurs compétences, favorisant ainsi leur participation active à la prise de décisions. Toutefois, si l'augmentation de la productivité de l'eau peut avoir des effets positifs considérables, il convient de prendre garde aux éventuels effets pervers et aux répercussions qu'elle pourrait avoir sur la réduction de la pauvreté (par exemple, l'accaparement des terres et l'accroissement des inégalités).

## Énergie, industrie et commerce

Dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et du commerce, l'eau a une double dimension : d'une part, elle est considérée comme une ressource dont les prix déterminent les coûts de prélèvement et de consommation et, d'autre part, elle constitue un passif générant des coûts de traitement et des pénalités réglementaires, donnant ainsi l'impression que l'eau représente un coût ou un risque pour les ventes et la mise en conformité. En général, les entreprises mettent l'accent sur les économies d'exploitation et l'impact des revenus à court terme, prêtant moins d'attention à la valeur de l'eau par rapport aux coûts administratifs, au capital naturel, au risque financier, à la croissance et aux opérations futures ainsi qu'à l'innovation.

Certains facteurs forcent les entreprises à évaluer la valeur de l'eau quand d'autres les y incitent. Les premiers correspondent à des tendances, aux niveaux mondial et réglementaire, qui concernent la comptabilité du capital naturel, l'évaluation de la valeur de l'eau et sa tarification. Les seconds sont les arguments économiques de plus en plus convaincants en faveur des bénéfices potentiels qu'apportent notamment une meilleure prise de décision, plus de revenus, des coûts moins élevés, une meilleure gestion des risques et une meilleure réputation.

Les risques liés à l'eau peuvent entraîner des coûts plus élevés, des bénéfices plus faibles et des pertes financières considérables. Les risques liés à une aggravation des pénuries en eau, aux inondations et aux changements climatiques comprennent des coûts d'exploitation plus élevés, la perturbation de la chaîne d'approvisionnement, l'interruption de l'approvisionnement en eau, une croissance entravée et des effets néfastes sur la réputation de la marque.

De par sa nature, le secteur de l'énergie, de l'industrie et du commerce accorde une grande importance à la monétisation. De ce fait, il est prédisposé à tenir compte de certains aspects de la valeur (tel le prix d'un mètre cube d'eau) et, au contraire, à se détourner des autres (telle la valeur matérielle et immatérielle de l'eau pour les autres parties prenantes). L'évaluation la plus directe de la valeur monétaire de l'eau est volumétrique : le prix du mètre cube est multiplié par le volume d'eau utilisé, auquel on ajoute le coût du traitement et de l'élimination des eaux usées. Le secteur de l'énergie, de l'industrie et du commerce emploie des échelles de mesure relativement simples pour estimer la performance commerciale de l'eau. Ces critères incluent la productivité des ressources en eau, définie comme le profit ou la valeur de la production par volume (dollar EU/m<sup>3</sup>), l'intensité de la consommation en eau, définie comme le volume nécessaire pour produire une unité de valeur ajoutée (m<sup>3</sup>/dollar EU), l'efficacité de la consommation en eau, définie comme la valeur ajoutée par unité de volume (dollar EU/m<sup>3</sup>) et la variation de l'efficacité de l'utilisation des ressources en eau dans le temps (indicateur 6.4.1 des ODD).

Aux niveaux local, régional et national, la productivité économique globale des ressources en eau (PIB/m<sup>3</sup>) dans le secteur de l'énergie, de l'industrie et du commerce entraîne également divers avantages connexes, tels que la création d'emplois et de nouvelles entreprises. Or, ces avantages ne sont pas faciles à quantifier, car de nombreux facteurs entrent en ligne de compte et l'eau n'en est qu'un parmi d'autres.

Grâce à une meilleure compréhension des motivations qui sous-tendent les intérêts des entreprises dans la gestion de l'eau, il serait possible d'aligner ces motivations sur celles des agences de gestion de l'eau qui appliquent les approches de planification de la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Enfin, dans une économie circulaire, l'eau compte à la condition que chaque litre soit réutilisé à l'infini ; l'eau elle-même devient presque une partie de l'infrastructure plutôt qu'une ressource consommable.



**Les risques liés à l'eau peuvent entraîner des coûts plus élevés, des bénéfices plus faibles et des pertes financières considérables**

● ● ●  
*S'agissant du bien-être humain, l'eau a une valeur qui dépasse largement son rôle de soutien direct des fonctions vitales et physiques puisqu'elle contribue à la santé mentale, au bien-être spirituel, à l'équilibre émotionnel et au bonheur*

## Les valeurs culturelles de l'eau

La culture influence directement notre façon de percevoir, de calculer et d'employer les valeurs de l'eau. Chaque société, chaque groupe et même chaque personne évolue dans un contexte culturel qui lui est propre et qui est façonné par un ensemble de facteurs, tels que l'héritage, la tradition, l'histoire, l'éducation, l'expérience, l'exposition aux informations et aux médias, le statut social et le genre.

Certaines cultures peuvent avoir des valeurs difficiles à quantifier ou même, dans certains cas, à exprimer. L'eau peut présenter un intérêt pour les personnes pour des raisons spirituelles ou parce qu'elle participe à la beauté d'un paysage, en raison de son importance pour la vie sauvage et les loisirs, ou pour une combinaison de ces différents éléments. La comparaison de ces valeurs à celles obtenues à partir de critères d'évaluation officiels, comme l'économie, peut donc s'avérer problématique ; c'est pourquoi elles sont souvent exclues des estimations de valeur au profit de ces derniers. En outre, la culture change et évolue au fil du temps, parfois à un rythme rapide.

Il existe une relation étroite entre la religion, ou la foi, et l'éthique. Par exemple, les histoires provenant de régions marquées par des pénuries en eau comportent des exemples d'êtres vivants droits et moraux, ainsi que souvent caractérisés par la religion locale, récompensés par une averse divine et un accès à l'eau. En comparaison, la conception économique moderne de l'eau se distingue par le fait qu'elle se fait aux dépens des contextes sociaux, culturels et religieux. Dans le contexte du développement économique mondial, l'eau est souvent considérée comme une ressource dont dispose la société et diffère donc de l'eau telle qu'elle peut être conçue par les religions ou les systèmes de croyances de nombreux peuples autochtones, ce qui crée des points de vue sur sa valeur très divers et potentiellement contradictoires.

Dans le contexte des conflits, de la paix et de la sécurité, l'eau revêt des valeurs paradoxales. Si l'on a beaucoup écrit sur la valeur positive de l'eau pour la promotion de la paix, l'eau elle-même a été, dans de nombreux cas, un élément favorisant les conflits. D'aucuns affirment qu'un esprit de dialogue favorise la transformation des conflits liés à l'eau en coopération.

S'agissant du bien-être humain, l'eau a une valeur qui dépasse largement son rôle de soutien direct des fonctions vitales et physiques puisqu'elle contribue à la santé mentale, au bien-être spirituel, à l'équilibre émotionnel et au bonheur.

Après avoir compris, classifié ou codifié les valeurs culturelles de l'eau, il importe de mettre au point des outils permettant d'intégrer ces valeurs dans les processus de prise de décision. Ces outils, comme la cartographie culturelle, peuvent contribuer à mieux comprendre les valeurs culturelles de l'eau, à réconcilier des valeurs antagonistes et à renforcer la résilience face aux défis actuels et futurs tels que le changement climatique. Il est indispensable que toutes les parties prenantes, soucieuses des questions de genre, participent pleinement et effectivement aux processus de décision afin que chacun puisse exprimer ses valeurs selon ses propres termes.

## Perspectives régionales

### *Afrique subsaharienne*

On estime que les ressources en eau douce de l'Afrique représentent près de 9 % des ressources en eau douce mondiales. Toutefois, ces ressources sont inégalement réparties. En effet, tandis que les six pays les plus riches en eau d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest détiennent 54 % de l'ensemble des ressources en eau du continent, les 27 pays les plus pauvres en eau n'en détiennent que 7 %.

La *Vision africaine de l'eau pour 2025* propose un cadre visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau et la gestion durable des ressources en eau. Toutefois, un certain nombre d'obstacles freinent la réalisation de l'objectif 6 des ODD sur le continent africain. Parmi ces obstacles figurent la croissance démographique rapide, une gouvernance de l'eau et des dispositions institutionnelles inappropriées, l'épuisement des ressources en eau par la pollution, la dégradation de l'environnement, la déforestation et le manque de financement durable des investissements dans les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

● ● ●  
**La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes n'ont pas affecté suffisamment de fonds pour faire appliquer correctement la législation en cas de pollution ou de surexploitation**

En Afrique subsaharienne, l'évaluation de la valeur de l'eau constitue un véritable défi pour beaucoup de chercheurs et d'experts du développement, en raison, entre autres, du manque de données historiques de référence. Les chercheurs qui étudient la valeur de l'eau ont donc privilégié le recours au prix réel payé ou au consentement à payer du point de vue du consommateur en adoptant la méthode de l'évaluation contingente. Les études sur la valeur de l'eau en Afrique subsaharienne portent surtout jusqu'à présent sur l'utilisation de l'eau à des fins domestiques.

#### **Région paneuropéenne**

Si l'estimation de la valeur de l'eau constitue un défi de taille au sein d'une même juridiction, elle est encore plus difficile dans un contexte transfrontalier. Malgré l'importance croissante qui lui est accordée dans la région paneuropéenne, les efforts pour évaluer la valeur de l'eau, en particulier dans le contexte des bassins transfrontaliers, ont une portée limitée et reposent souvent sur des approches différentes. En effet, les diverses approches de l'évaluation quantitative de la valeur de l'eau dans les bassins transfrontaliers ont davantage pour but la gestion des inondations, la réduction des risques de catastrophe, les systèmes d'alerte précoce et les services écosystémiques. Les bénéfices financiers de la coopération transfrontalière sur ces aspects dépassent de plusieurs fois les coûts d'investissement collectif résultant d'une action unilatérale.

L'évaluation quantitative de la valeur de l'eau devient beaucoup plus difficile dans des contextes transfrontaliers, car les données de base nécessaires aux calculs font souvent défaut. En outre, les pays qui partagent une ressource en eau n'accordent souvent pas la même importance aux valeurs, aux besoins et aux priorités des secteurs liés à l'eau. Dans la pratique, le manque de données et l'impossibilité de quantifier les avantages indirects font que bon nombre d'éléments pouvant être évalués le sont sur la base d'approximations et sont par conséquent souvent sous-évalués. Toutefois, il existe plusieurs approches diversifiées permettant d'identifier au cas par cas les avantages intersectoriels de la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau. Ces avantages, une fois renforcés, peuvent contribuer à accroître de manière significative la valeur de la gestion des eaux transfrontalières en réduisant le coût, économique et autre, de l'« inaction » ou d'une coopération insuffisante dans le cas des bassins partagés.

#### **Amérique latine et Caraïbes**

Dans la région, le stress hydrique a exacerbé un certain nombre de conflits, plusieurs secteurs, notamment l'agriculture, l'hydroélectricité, les exploitations minières et même les services d'eau et d'assainissement, se disputant des réserves déjà limitées.

La mise en place de processus de distribution efficaces se heurte à des obstacles majeurs dus à une mauvaise réglementation, à l'absence de mesures incitatives et/ou au manque d'investissements. Au bout du compte, tous ces facteurs traduisent la faible valeur que revêtent, dans une large mesure, les ressources en eau dans la région. En règle générale, les coûts d'utilisation ou d'entretien (une fois la concession ou le droit d'utilisation accordé) ne représentent qu'un montant négligeable, voire nul, pour les centrales hydroélectriques, les entreprises minières ou même les agriculteurs ; parfois, ces coûts ne sont pas même pris en considération pour leur équilibre budgétaire. Dans ce cas, ils représentent alors une forme de subvention implicite qui ne reflète pas la valeur stratégique de l'eau pour les multiples processus de production et dans le contexte du changement climatique.

La plupart des pays de la région n'ont pas affecté suffisamment de fonds pour faire appliquer correctement la législation en cas de pollution ou de surexploitation. Si les préceptes juridiques restent extrêmement importants, la mise en place d'une réglementation et d'un contrôle ainsi que de mesures incitatives adaptées est essentielle dans la région, non seulement pour favoriser une meilleure appréciation du rôle et de la valeur de l'eau, mais aussi pour prévenir sa surexploitation et sa pollution, notamment dans un contexte d'instabilité climatique croissante.

#### **Asie et Pacifique**

En Asie et dans le Pacifique, la croissance démographique, l'urbanisation et l'industrialisation croissante ont exacerbé la compétition pour l'eau entre secteurs, mettant en danger la production agricole et la sécurité alimentaire tout en affectant la qualité de l'eau. Dans cette région, l'eau constitue souvent une ressource relativement rare et précieuse, et les effets du changement climatique risquent d'aggraver encore la pénurie en eau.





*Concernant la gouvernance de l'eau, l'emploi d'approches à valeurs multiples suppose de reconnaître le rôle des valeurs dans la prise de décisions clés en matière de gestion des ressources ainsi que d'appeler à la participation active d'un ensemble plus diversifié d'acteurs, une autre façon d'intégrer un ensemble de valeurs plus variées*

Les prélèvements d'eau non viables constituent une préoccupation majeure pour la région. En effet, certains pays prélèvent des quantités non viables d'eau douce sur leurs réserves, c'est-à-dire plus de la moitié de l'ensemble des ressources en eau dont ils disposent. Par ailleurs, parmi les quinze entités prélevant les plus grands volumes d'eau souterraine au monde, sept se trouvent en Asie et dans le Pacifique.

Les eaux usées restent une ressource peu exploitée dans la région. L'Asie et le Pacifique doivent donc, de toute urgence, commencer à exploiter les eaux usées ainsi que lutter contre la pollution de l'eau et promouvoir l'utilisation efficace des ressources en eau, notamment dans le secteur industriel (CESAP, 2019). L'urgence se fait particulièrement sentir dans les pays les moins développés de la région, dans les états insulaires et dans les pays où les ressources en eau sont particulièrement rares.

Toutefois, la région voit l'émergence de diverses initiatives positives de valorisation de l'eau qui tirent profit de nouveaux modèles tant financiers que de gouvernance et de partenariat, notamment en Australie, en Chine, au Japon et en Malaisie.

### **Région arabe**

Peu de régions attachent autant d'importance à l'eau que la région arabe, où plus de 85 % de la population vit dans des conditions de pénurie d'eau. Cette pénurie d'eau a eu pour effet d'accroître la dépendance à l'égard des eaux transfrontalières, des ressources en eaux souterraines non renouvelables et des ressources en eau non conventionnelles. En outre, si l'on tenait compte de la qualité de l'eau, la quantité d'eau douce pouvant être prélevée de manière durable dans la région serait probablement encore plus faible.

Dans la région arabe, on accorde tant de valeur à l'eau qu'elle figure parmi les questions de sécurité dans les discussions bilatérales et multilatérales entre États. À ceci vient s'ajouter le fait que plus des deux tiers des ressources en eau douce disponibles dans les États arabes traversent une ou plusieurs frontières internationales. Néanmoins, aucune méthode commune pour l'évaluation économique des eaux transfrontalières n'a encore été intégrée dans les accords de coopération et le financement visant à mettre en place des efforts de gestion conjointe reste limité. Par ailleurs, le dialogue entre les États riverains est surtout dominé par des considérations de sécurité nationale et des préoccupations de droits à l'eau, en dépit de quelques initiatives récentes visant à valoriser la coopération pour les eaux transfrontalières et une analyse axée sur la sécurité climatique et l'atténuation des risques dans le contexte des eaux transfrontalières au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Pour que la pleine valeur de l'eau soit estimée et que celle-ci soit considérée par tous comme un droit humain fondamental, il est nécessaire d'investir considérablement dans les infrastructures, les technologies appropriées et l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles afin d'améliorer la productivité, la durabilité et l'accès pour tous.

## **La gouvernance**

Le monde évolue progressivement vers une plus grande prise de conscience du fait que différentes valeurs orientent les considérations économiques et financières à la base des décisions relatives à l'eau. Parallèlement à la reconnaissance des multiples valeurs de l'eau, des méthodes d'évaluation et de mesure plus fiables se font nécessaires pour sortir des impasses. Concernant la gouvernance de l'eau, l'emploi d'approches à valeurs multiples suppose de reconnaître le rôle des valeurs dans la prise de décisions clés en matière de gestion des ressources ainsi que d'appeler à la participation active d'un ensemble plus diversifié d'acteurs, une autre façon d'intégrer un ensemble de valeurs plus variées. De manière générale, l'intégration des valeurs intrinsèques ou relationnelles de divers groupes aux fins du renforcement des connaissances et de la légitimation des décisions relatives à la gestion de l'eau et des ressources terrestres connexes implique la participation directe de groupes ou d'intérêts qui sont souvent exclus des décisions relatives à l'eau. Cette démarche pourrait, en outre, donner plus de poids aux processus écologiques et environnementaux, et recentrer les efforts sur le partage des bénéfices des ressources en eau, plutôt que d'affecter des quantités d'eau à des priorités de plus grande valeur économique.



*Lorsque les avantages ne peuvent pas être monétisés, d'autres outils d'évaluation peuvent être utilisés, comme les analyses coût-efficacité*

La transition vers un système de gouvernance de l'eau qui reconnaisse des valeurs multiples et favorise la participation active d'un ensemble diversifié d'acteurs présente, cependant, plusieurs défis. Le premier a trait à la reconnaissance du fait que la gouvernance de l'eau est régie par un ensemble de valeurs tant implicites qu'explicites. Le deuxième est lié à la valeur ou l'importance d'une utilisation diversifiée de l'eau, et pose des problèmes de mesure, notamment en ce qui concerne ce qui peut – et ce qui doit – être mesuré et par qui. Le troisième concerne le décalage que l'on observe souvent entre les processus de décision publics et les actions sur le terrain, y compris le risque que les programmes soient contrôlés selon des droits acquis.

Les nations peuvent mettre en place une gouvernance à valeurs multiples en s'appuyant sur les cadres de gouvernance existants, tels que la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) qui intègre les intérêts de divers groupes de parties prenantes opérant à différents niveaux politiques et dans différents secteurs d'activité. Le plus souvent, on considère que la GIRE constitue une approche transversale englobant l'eau pour les populations, l'alimentation, la nature, l'industrie et d'autres exploitations, et qu'elle vise à intégrer l'ensemble des considérations sociales, économiques et environnementales. La mise en œuvre d'une telle gouvernance passe nécessairement par l'élargissement et le renforcement des processus multipartites qui reconnaissent et concilient un ensemble complet de valeurs, notamment le partage des avantages dans la gouvernance de l'eau, ainsi que par l'intégration de valeurs écologiques et environnementales pour une gestion de l'eau résiliente aux changements climatiques.

## Financer les services d'eau

Afin de maximiser la valeur de l'eau dans les décisions d'investissement, il est indispensable d'évaluer avec soin les coûts et les avantages que fournit un projet. Pour cela, l'ensemble des bénéfices doivent être pris en considération, y compris les avantages économiques, sociaux ou environnementaux. Il convient également de prendre en considération les nombreux effets involontaires de ces investissements, qu'ils soient négatifs ou positifs. Or, la comptabilisation de ces différents avantages peut s'avérer difficile étant donné que tous ne sont pas facilement convertibles en valeur monétaire. En effet, lorsque les avantages ne peuvent pas être monétisés, d'autres outils d'évaluation peuvent être utilisés, comme les analyses coût-efficacité qui comparent les coûts avec les résultats non monétaires, tels que les vies sauvées, les personnes desservies ou les résultats environnementaux atteints. Comparer les avantages d'un projet à ce qui se passerait si ce projet n'était pas entrepris constitue un autre moyen essentiel pour déterminer les avantages que celui-ci apporte.

Le mode de financement d'un projet joue également un rôle essentiel dans l'analyse d'évaluation puisqu'un projet qui ne dispose pas de moyens de financement suffisants finira par être interrompu lorsque les activités d'exploitation et de maintenance ne seront plus financées et que les coûts d'investissement ne pourront plus être absorbés. De même, la dynamique du type de financement aura un impact sur les bénéfices nets de l'investissement et sur ses bénéficiaires.

Dans le cas des investissements dans les services d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou d'irrigation, la conception d'un système tarifaire adéquat est un véritable défi étant donné que les politiques ont plusieurs objectifs, souvent conflictuels, qu'il faut prendre en considération. Ces services doivent être fournis tout en prenant soin de garantir leur accessibilité financière aux personnes les plus pauvres, leur extension au plus grand nombre et un financement approprié permettant d'assurer la fiabilité et l'amélioration des réseaux d'approvisionnement. Par conséquent, le tarif de l'eau (c'est-à-dire son prix) doit faire l'objet d'une conception minutieuse afin de réaliser le plus grand nombre possible de ces objectifs ; le prix de l'eau, son coût de distribution et sa valeur ne sont pas nécessairement la même chose, le prix n'étant qu'un des outils qui permettent d'associer l'utilisation de l'eau à sa valeur.

La mise en place de subventions importantes pour la fourniture de services WASH se justifie tant d'un point de vue économique que social et moral ; cependant, ces subventions sont souvent mal ciblées, de sorte qu'elles n'ont que des effets limités. De fait, des subventions WASH importantes et non ciblées peuvent même avoir des effets contre-productifs et réduire les bienfaits des services

d'eau, et donc la valeur des investissements WASH. Ainsi, dans les pays où l'eau courante est considérée comme très peu coûteuse ou gratuite, les pauvres n'ont souvent pas accès à l'eau ou sont mal desservis, et se trouvent obligés de payer un prix beaucoup plus élevé pour l'eau que les riches.

## Renforcer les connaissances, la recherche et les capacités

Du fait de leur rôle essentiel dans le renforcement et le partage des connaissances, les données et les informations relatives à l'eau sont indispensables à la compréhension et la valorisation des ressources en eau. La collecte de ces données et informations peut se faire à partir de différentes sources, telles que les observations de la Terre, les réseaux de capteurs et les collectes par les citoyens, notamment grâce aux médias sociaux. Toutefois, il convient également de disposer de données et d'informations relatives aux demandes et aux utilisations sociales, économiques et environnementales des ressources en eau afin de pouvoir dresser un tableau complet de la valeur qu'elles peuvent générer. Davantage d'efforts et d'investissements sont donc nécessaires pour alimenter la chaîne d'approvisionnement en données et en informations, de leur collecte à leur application dans différents secteurs et à différentes échelles, en passant par leur analyse et leur partage.

Changer, de façon inclusive et véritable, la manière dont est évaluée la valeur de l'eau exige de reconnaître le rôle unique des connaissances locales et autochtones, qui viennent s'ajouter aux connaissances scientifiques ou universitaires traditionnelles. Parallèlement, il convient d'encourager les sciences participatives. En effet, l'implication de représentants locaux dans la validation des données et des informations sur le terrain est primordiale.

Dans le cadre de cette évaluation, il faut renforcer les capacités d'établissement d'un savoir-faire permettant d'évaluer la valeur de l'eau de manière inclusive et juste ainsi que de la gérer efficacement sur la base de ces valeurs, appliquées à différents niveaux et dans différentes conditions donnant des résultats variables.

## Conclusions

Contrairement à la plupart des autres ressources précieuses, il est extrêmement difficile de déterminer la « véritable » valeur de l'eau. De ce fait, l'importance de cette ressource vitale ne transparaît pas de façon appropriée dans l'attention politique et les investissements financiers propres à de nombreuses régions du monde. Cette situation entraîne non seulement des inégalités dans l'accès aux ressources en eau et aux services liés à l'eau, mais aussi une utilisation inefficace et non durable des ressources ainsi qu'une dégradation des approvisionnements en eau, au détriment de la réalisation de presque tous les Objectifs de développement durable comme des droits humains fondamentaux.

Il faut probablement s'attendre à ce que l'intégration des différentes approches et méthodes d'évaluation de la valeur de l'eau au travers de multiples dimensions et perspectives demeure difficile. Même au sein d'un secteur spécifique d'utilisation des ressources en eau, des approches différentes peuvent conduire à des évaluations radicalement différentes. Tenter de concilier les évaluations entre secteurs devrait, en principe, encore accroître la difficulté tout comme la prise en compte de certaines des valeurs les plus intangibles attribuées à l'eau dans différents contextes socioculturels. Bien qu'il soit possible d'atténuer ces difficultés et de standardiser les critères de mesure dans certains cas, la réalité est qu'il nous faut d'abord trouver de meilleurs moyens de reconnaître, de maintenir et de prendre en compte les différentes valeurs de l'eau.

## Coda

Même si celle-ci ne fait pas toujours l'unanimité, l'eau a une valeur bien réelle. Aux yeux de certains, la valeur de l'eau est inestimable puisque toute forme de vie dépend de cette ressource et que rien ne peut la remplacer. Cette conviction trouve sans doute sa meilleure illustration dans les efforts et les investissements consentis pour trouver de l'eau extra-terrestre et dans l'exaltation qu'a récemment suscitée sa découverte sur la Lune et sur Mars. Malheureusement, ici sur Terre, l'eau est trop souvent considérée comme acquise. Or, le risque de dévaloriser l'eau est beaucoup trop grand pour que l'on puisse l'ignorer.



*Contrairement à la plupart des autres ressources précieuses, il est extrêmement difficile de déterminer la « véritable » valeur de l'eau*

Préparé par WWAP | Richard Connor

Cette publication est produite par WWAP pour le compte d'ONU-Eau.

Illustration de la couverture par Davide Bonazzi



© UNESCO 2021

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'UNESCO, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Pour plus d'informations sur les droits et licences, voir le rapport complet sur [www.unesco.org/water/wwap](http://www.unesco.org/water/wwap).

Programme mondial de l'UNESCO pour l'évaluation des ressources en eau  
Bureau du programme d'évaluation mondiale de l'eau  
Division des sciences de l'eau, UNESCO  
06134 Colombella, Pérouse, Italie  
Email: [wwap@unesco.org](mailto:wwap@unesco.org)  
[www.unesco.org/water/wwap](http://www.unesco.org/water/wwap)

Nous remercions le Gouvernement italien et la Regione Umbria pour leur soutien financier.



**Regione Umbria**

